



Protéger la santé humaine
et l'environnement

Protecting human
health and the environment

Décision d'homologation

RD2026-15

Cholécalciférol, APPÂT À RONGEUR SELONTRA, Appât à rongeur TC 411, Appât à rongeur TC 412, Appât à rongeur TC 413 et TC 411 en VRAC

(also available in English)

25 juin 2026

Ce document est publié par la Direction générale de la santé environnementale et de la sécurité des consommateurs de Santé Canada. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Publications

Direction de la réglementation des pesticides
Direction générale de la santé environnementale
et de la sécurité des consommateurs

Santé Canada

2, promenade Constellation
8^e étage, I.A. 2608 A
Ottawa (Ontario) K1A 0K9

Internet :

canada.ca/les-pesticides
pmra.publications-arla@hc-sc.gc.ca

Service de renseignements :

1-800-267-6315
pmra.info-arla@hc-sc.gc.ca



Santé
Canada

Health
Canada

Canada

ISSN : 1925-0916 (imprimée)
1925-0924 (en ligne)

Numéro de catalogue : H113-25/2026-15F (publication imprimée)
H113-25/2026-15F-PDF (version PDF)

© **Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de Santé Canada, 2026**

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre l'information (ou le contenu de la publication ou du produit), sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique ou mécanique, photocopie, enregistrement sur support magnétique ou autre, ou de la verser dans un système de recherche documentaire, sans l'autorisation écrite préalable de Santé Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0K9.

En vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, Santé Canada doit évaluer chaque pesticide avant que sa vente ou son utilisation soient autorisées au Canada, afin de déterminer s'il ne présente pas de risques inacceptables pour les humains ou l'environnement, et s'il a une valeur lorsqu'il est utilisé conformément au mode d'emploi sur l'étiquette. L'évaluation préalable à la commercialisation prend en considération les données et les renseignements¹ de titulaires de pesticides, de rapports scientifiques publiés, d'autres gouvernements et d'organismes de réglementation étrangers, ainsi que les observations reçues par écrit durant la consultation publique directement liées au projet de décision et à l'évaluation scientifique. Santé Canada fait appel à des méthodes internationales d'évaluation des risques et à des approches et politiques de gestion des risques. Des précisions sur les exigences législatives, l'évaluation des risques et la démarche de gestion des risques se trouvent dans la section du présent document portant sur l'approche de l'évaluation.

Énoncé de décision² d'homologation concernant le cholécalciférol

En vertu du paragraphe 8(1) de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, Santé Canada accorde l'homologation à des fins de vente et d'utilisation de Cholécalciférol Technique, des préparations commerciales connexes APPÂT À RONGEUR SELONTRA, Appât à rongeur TC 411, Appât à rongeur TC 412 et Appât à rongeur TC 413, et du concentré de fabrication connexe TC 411 en VRAC, contenant tous le principe actif cholécalciférol, pour la lutte contre les rongeurs nuisibles à l'intérieur et à l'extérieur.

Le Projet de décision d'homologation PRD2026-06, *Cholécalciférol, APPÂT À RONGEUR SELONTRA, Appât à rongeur TC 411, Appât à rongeur TC 412, Appât à rongeur TC 413 et TC 411 en VRAC*, qui contient l'évaluation détaillée des renseignements présentés à l'appui de l'homologation, a fait l'objet d'une consultation de 30 jours s'étant terminée le 26 avril 2026. L'évaluation révèle que, dans les conditions d'utilisation approuvées, les risques sanitaires et environnementaux ainsi que la valeur des produits antiparasitaires sont acceptables. Santé Canada a reçu des observations écrites concernant les évaluations sanitaire et environnementale pendant la consultation publique menée au titre de l'article 28 de la *Loi sur les produits antiparasitaires*. Il a également reçu des observations qui ne se rapportaient pas directement au projet de décision énoncé dans le document PRD2026-06, *Cholécalciférol, APPÂT À RONGEUR SELONTRA, Appât à rongeur TC 411, Appât à rongeur TC 412, Appât à rongeur TC 413 et TC 411 en VRAC*.

Observations et réponses

Santé Canada a reçu des observations de deux membres du public concernant les évaluations sanitaire et environnementale du cholécalciférol et des produits APPÂT À RONGEUR SELONTRA, Appât à rongeur TC 411, Appât à rongeur TC 412, Appât à rongeur TC 413 et TC 411 en VRAC.

¹ Note d'information – *Détermination de l'acceptabilité des études pour les évaluations des risques liés aux pesticides*

² « Énoncé de décision », conformément au paragraphe 28(5) de la *Loi sur les produits antiparasitaires*

1. Observation sur les rapports d'incident

Une personne a affirmé que le cholécalciférol peut causer l'empoisonnement des animaux de compagnie, compte tenu des rapports d'incident soumis à Santé Canada.

Réponse de Santé Canada

Santé Canada prend en compte toutes les données et tous les renseignements scientifiques disponibles pour s'assurer que les pesticides homologués continuent de satisfaire aux normes de protection en vigueur en matière de santé et d'environnement, et qu'ils ont toujours de la valeur. Le Ministère utilise également les renseignements des rapports d'incident pour aider à cerner et caractériser les risques potentiels pour la santé ou l'environnement qui découlent de l'utilisation des pesticides.

Une analyse complète des rapports d'incidents liés au cholécalciférol a été effectuée lors de l'évaluation scientifique des risques de toutes les préparations commerciales qui en contiennent. Comme en fait état le document PRD2026-06, *Cholécalciférol, APPÂT À RONGEUR SELONTRA, Appât à rongeur TC 411, Appât à rongeur TC 412, Appât à rongeur TC 413 et TC 411 en VRAC*, un petit nombre d'incidents graves avec des animaux de compagnie exposés au cholécalciférol du côté des États-Unis ont été déclarés à Santé Canada, mais les détails sur l'accès de ces animaux à cette substance étaient limités. Compte tenu de l'information rapportée, et des résultats d'évaluation des risques sanitaires et environnementaux, des mesures de réduction des risques sont requises pour toutes les préparations commerciales de cholécalciférol. En particulier, tous les appâts contiennent un agent amérissant pour empêcher les animaux de compagnie d'en consommer, et l'accès est réduit au minimum par le positionnement de l'appât dans un poste d'appât inviolable ou un endroit inaccessible, par l'emballage restrictif du produit, comme l'emballage du bloc d'appât, et par le retrait rapide des appâts inutilisés. Ces mesures de protection mises en place, les préparations commerciales de cholécalciférol ne devraient pas poser de risques inacceptables pour les animaux de compagnie lorsqu'elles sont utilisées conformément au mode d'emploi figurant sur l'étiquette. Santé Canada continuera à examiner les rapports d'incident dans le cadre de sa politique de surveillance continue, ce qui inclut, au besoin, la réévaluation des conclusions précédentes.

2. Observations sur l'exposition et la toxicité pour les espèces non ciblées

Une personne s'oppose à l'utilisation des rodenticides de cholécalciférol au Canada, alléguant des préoccupations liées à la sécurité des animaux non ciblés et à l'exposition secondaire. Elle affirme que le cholécalciférol présente une faible marge de sécurité et une toxicité élevée pour les animaux de compagnie et la faune; que les prédateurs peuvent être exposés par la consommation de rongeurs empoisonnés; et qu'il y a un potentiel de bioaccumulation des composés de vitamine D dans le gras.

Réponse de Santé Canada

Comme l'indique le document PRD2026-06, afin d'estimer le risque d'effets néfastes sur les espèces non ciblées, une évaluation des risques pour l'environnement a été réalisée conformément à la démarche décrite dans le document d'orientation intitulé *Approche de Santé Canada en matière d'évaluation des risques environnementaux pour les produits antiparasitaires*. On a évalué les risques pour 1) les animaux non ciblés qui consomment les

appâts (empoisonnement primaire) et 2) les oiseaux et les mammifères qui se nourrissent de carcasses empoisonnées (exposition secondaire). Les résultats ont démontré que le cholécalciférol présente un risque d'empoisonnement secondaire limité pour les oiseaux et les mammifères, et que, dans les cas où des symptômes de toxicité se sont manifestés, les animaux ont été en mesure de se rétablir lors du retrait de la source de contamination. L'utilisation de postes d'appât inviolables à l'épreuve des intempéries, avec l'obligation de récupérer et d'éliminer les appâts inutilisés et les carcasses, réduit les risques d'exposition primaire et secondaire pour les oiseaux et mammifères non ciblés.

De plus, des mesures d'atténuation des risques sont prévues avec les préparations commerciales pour réduire le risque d'ingestion chez les animaux de compagnie. En particulier, tous les appâts contiennent un agent amérissant qui empêche leur consommation, et l'accès est réduit au minimum par le positionnement de l'appât dans un poste d'appât inviolable ou un endroit inaccessible, par l'emballage restrictif du produit, comme l'emballage du bloc d'appât, et par le retrait rapide des appâts inutilisés. Ces diverses mesures visent à protéger les animaux de compagnie contre les produits de cholécalciférol.

La bioaccumulation de cholécalciférol dans la chaîne alimentaire ne devrait pas être préoccupante. Cette substance se retrouve naturellement dans les tissus et le sang de tous les animaux. Le cholécalciférol se métabolise dans le foie et les reins et est essentiel au maintien de l'absorption du calcium et du phosphate. L'excès de cholécalciférol est emmagasiné dans la graisse ou métabolisé puis excrété dans la bile. L'exposition à une dose létale de cholécalciférol dans l'appât provoque l'arrêt de l'alimentation, ou « l'effet coupe-faim », normalement dans un délai de 24 heures, ce qui limite la quantité de résidus de cholécalciférol dans le corps des rongeurs par rapport à la dose consommée avant la mort. L'utilisation de postes d'appât inviolables et de points d'appât protégés empêchera les animaux non ciblés d'y avoir un accès direct. Ces mesures réduiront aussi le lessivage du cholécalciférol dans le sol ou l'eau. Si le cholécalciférol est libéré dans l'environnement, il devrait se dégrader rapidement dans le sol et il ne devrait pas atteindre l'eau souterraine ni l'eau de surface, car il est insoluble. Il ne devrait donc pas se bioaccumuler chez les organismes terrestres et aquatiques.

Dans l'ensemble, on ne s'attend pas à une exposition environnementale importante. Lorsque les appâts de cholécalciférol sont utilisés conformément au mode d'emploi figurant sur l'étiquette, les risques pour l'environnement, y compris les risques pour les espèces non ciblées, sont acceptables.

Autres renseignements

Consultation des données d'essai confidentielles

Les données d'essai confidentielles pertinentes (telles que citées dans le document PRD2026-06, *Cholécalciférol, APPÂT À RONGEUR SELONTRA, Appât à rongeur TC 411, Appât à rongeur TC 412, Appât à rongeur TC 413 et TC 411 en VRAC*) sur lesquelles la décision est fondée peuvent être consultées, sur demande, dans la salle de lecture de la Direction de la réglementation des pesticides. Pour des précisions, communiquez avec le Service de renseignements sur les pesticides.

Avis d'opposition

Quiconque peut déposer un avis d'opposition³ à l'égard de la présente décision d'homologation par l'entremise du Portail de participation du public (Formulaires du Portail de participation du public – Avis d'opposition) dans les 60 jours suivant la date de publication. La demande de réexamen doit comprendre le formulaire d'avis d'opposition, le fondement scientifique sur lequel repose l'opposition, et les preuves scientifiques à l'appui dont dispose le demandeur mais pas Santé Canada, ou citer les documents (en format électronique) précis de Santé Canada comme preuves à l'appui (p. ex. des rapports scientifiques). Chaque référence fournie ou citée doit être clairement associée à l'opposition à laquelle elle se rapporte. Si le dossier est incomplet, l'avis d'opposition pourrait être jugé inadmissible en vue d'un examen plus approfondi par Santé Canada. Pour en savoir davantage sur les motifs d'un tel avis (l'opposition doit reposer sur un fondement scientifique), consultez la section Pesticides et lutte antiparasitaire du site Web Canada.ca ou communiquez avec le Service de renseignements sur les pesticides.

Effort proportionnel

Les principes actifs homologués au Canada sont catégorisés selon les critères de la Politique de l'effort proportionnel de Santé Canada. Cette catégorisation aide le Ministère avec l'allocation des ressources nécessaires à l'évaluation des pesticides en fonction du degré d'effort réglementaire requis. Selon les critères sanitaires et environnementaux, le cholestérol appartient à la catégorie d'un effort proportionnel faible. L'information sur les conclusions d'évaluation des risques qui a mené à cette catégorisation est présentée dans le document PRD2026-06. La catégorisation de l'effort proportionnel aidera à définir la portée et le degré d'effort nécessaire des prochaines évaluations.

Surveillance continue

La Politique sur la surveillance continue des pesticides et la note d'information connexe exposent le processus d'examen de la littérature scientifique portant sur les principes actifs homologués au Canada, ainsi que les critères utilisés pour déterminer quels principes actifs feront l'objet d'une surveillance lorsqu'une décision finale d'homologation est rendue. Or, les critères dans la note d'information ont été remplis. Cependant, comme pour les principes actifs non classiques, la vaste littérature scientifique associée aux utilisations généralisées du cholestérol comme produit non antiparasitaire nécessite une stratégie de recherche adaptée pour dégager efficacement l'information pertinente. Alors que ces stratégies sont encore en création, la littérature scientifique et l'information réglementaire sur ce principe actif ne seront pas soumises à la surveillance continue pour l'instant.

³ Conformément au paragraphe 35(1) de la *Loi sur les produits antiparasitaires*

Approche de l'évaluation

Cadre législatif

Selon le paragraphe 4(1) de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, le ministre de la Santé a comme objectif premier de prévenir les risques inacceptables pour les individus et l'environnement que présente l'utilisation des produits antiparasitaires.

Comme le mentionne le préambule de la *Loi*, il est dans l'intérêt du Canada de continuer à poursuivre les objectifs du système fédéral de réglementation, par l'instauration d'un système d'homologation national reposant sur une base scientifique et abordant la question des risques sanitaires et environnementaux et de la valeur avant et après l'homologation, tout en réglementant les produits antiparasitaires au Canada; et d'homologuer pour utilisation seulement les produits antiparasitaires de risque et de valeur acceptables lorsqu'il est démontré que leur utilisation est efficace et que les risques pour la santé humaine et l'environnement sont acceptables, en tenant compte des conditions d'homologation.

Pour l'application de la *Loi* au sens du paragraphe 2(2), les risques sanitaires ou environnementaux d'un produit antiparasitaire sont acceptables, s'il existe une certitude raisonnable qu'aucun dommage à la santé humaine, aux générations futures ou à l'environnement ne résultera de l'exposition au produit ou de l'utilisation de celui-ci, compte tenu des conditions d'homologation.

Le risque sanitaire, le risque environnemental et la valeur sont définis ainsi au paragraphe 2(1) de la *Loi* :

Risque sanitaire : Risque pour la santé humaine résultant de l'exposition au produit antiparasitaire ou de l'utilisation de celui-ci, compte tenu des conditions d'homologation proposées ou fixées.

Risque environnemental : Risque de dommage à l'environnement, notamment à sa diversité biologique, résultant de l'exposition au produit antiparasitaire ou de l'utilisation de celui-ci, compte tenu des conditions d'homologation proposées ou fixées.

Valeur : L'apport réel ou potentiel d'un produit dans la lutte antiparasitaire, compte tenu des conditions d'homologation proposées ou fixées, notamment en fonction : a) de son efficacité; b) des conséquences de son utilisation sur l'hôte du parasite sur lequel le produit est destiné à être utilisé; c) des conséquences de son utilisation sur l'économie et la société de même que de ses avantages pour la santé, la sécurité et l'environnement.

Lors de l'évaluation des risques sanitaires et environnementaux d'un pesticide et de la détermination de leur acceptabilité, le paragraphe 19(2) de la *Loi sur les produits antiparasitaires* prévoit que Santé Canada adopte une approche qui s'appuie sur une base scientifique. Cette approche tient compte de la toxicité et du degré d'exposition pour une caractérisation complète du risque.

Les évaluations préalables à la commercialisation sont fondées sur un ensemble prescrit de données scientifiques que le demandeur de l'homologation d'un pesticide doit fournir. Des renseignements supplémentaires⁴ provenant de rapports scientifiques publiés, d'autres ministères et d'organismes de réglementation internationaux sont également pris en considération.

Cadre d'évaluation des risques et de la valeur

Santé Canada applique un vaste ensemble de méthodes scientifiques modernes et utilise des données probantes pour déterminer la nature et l'ampleur des risques que peuvent poser les pesticides. Cette approche permet de protéger la santé humaine et l'environnement par l'application de stratégies de gestion des risques adéquates et efficaces, qui concordent avec les objectifs relatifs au préambule décrits ci-dessus.

L'approche de Santé Canada en matière d'évaluation des risques et de la valeur est énoncée dans le *Cadre d'évaluation et de gestion des risques liés aux produits antiparasitaires*⁵. En voici les grandes lignes :

i) Évaluation des risques potentiels pour la santé

Pour évaluer et gérer les risques sanitaires potentiels, Santé Canada suit un processus structuré, prévisible et compatible avec les méthodes internationales et le *Cadre décisionnel de Santé Canada pour la détermination, l'évaluation et la gestion des risques pour la santé*⁶.

L'évaluation des risques potentiels pour la santé commence par un examen du profil toxicologique d'un pesticide afin de calculer les doses de référence auxquelles aucun effet nocif n'est attendu, puis de s'en servir pour évaluer l'exposition prévue. Le cas échéant, on utilise des facteurs d'incertitude pour apporter une protection supplémentaire qui tient compte de la variation de sensibilité observée dans la population humaine et de l'incertitude associée à l'extrapolation aux humains des résultats d'études menées sur des animaux. Dans certaines conditions, la *Loi sur les produits antiparasitaires* exige l'utilisation d'un autre facteur pour conférer une protection supplémentaire aux femmes enceintes, aux nourrissons et aux enfants. Certains cas particuliers nécessitent d'autres facteurs d'incertitude, pour tenir compte par exemple des lacunes de la base de données. Pour des précisions sur l'application des facteurs d'incertitude, consulter le document SPN2008-01⁷.

Les évaluations servent à estimer les risques potentiels pour la santé de populations définies⁸ dans des conditions d'exposition précises. Elles sont effectuées dans le contexte des scénarios d'utilisation proposés ou homologués, par exemple l'utilisation d'un pesticide sur une grande culture donnée, à une dose d'application déterminée, et avec des méthodes et des équipements conformes. Les scénarios d'exposition possibles tiennent compte de l'exposition pendant et après

⁴ Note d'information – *Détermination de l'acceptabilité des études pour les évaluations des risques liés aux pesticides*

⁵ Document d'orientation de l'ARLA, *Cadre d'évaluation et de gestion des risques liés aux produits antiparasitaires*

⁶ *Cadre décisionnel de Santé Canada pour la détermination, l'évaluation et la gestion des risques pour la santé* – Le 1^{er} août 2000

⁷ Document de principes : *Utilisation de facteurs d'incertitude et du facteur issu de la Loi sur les produits antiparasitaires dans l'évaluation des risques des pesticides pour la santé humaine*

⁸ Prise en compte du genre et du sexe dans l'évaluation des risques des pesticides

l'application de pesticides en milieu professionnel ou résidentiel, de l'exposition par les aliments et l'eau potable, ou encore de l'exposition découlant d'interactions avec des animaux de compagnie traités. La durée d'exposition (de courte, moyenne ou longue durée) et les voies d'exposition (voie orale, inhalation, contact cutané) prévues sont également prises en considération. L'évaluation des risques pour la santé tient également compte des renseignements disponibles sur l'exposition globale et les effets cumulatifs.

ii) Évaluation des risques pour l'environnement

Au moment d'évaluer les risques environnementaux, Santé Canada adopte une méthode structurée par niveau pour établir la probabilité qu'une exposition à un pesticide cause des effets néfastes à l'échelle de l'individu, de la population ou de l'écosystème. On commence par une évaluation préliminaire faisant appel à des méthodes simples, à des scénarios d'exposition prudents et à des paramètres d'effet toxicologique traduisant la plus grande sensibilité, puis, le cas échéant, on procède à une évaluation approfondie qui peut inclure des modèles d'exposition, des données de surveillance, des résultats d'études menées sur le terrain ou en mésocosme, ainsi que des méthodes probabilistes d'évaluation des risques.

L'évaluation environnementale tient compte à la fois de l'exposition (les propriétés chimiques, le devenir et le comportement dans l'environnement, ainsi que les doses et les méthodes d'application) et du danger (les effets toxiques sur les organismes) associés à un pesticide. L'évaluation de l'exposition permet d'examiner le déplacement du pesticide dans le sol, l'eau, les sédiments et l'air, ainsi que son absorption possible par des plantes ou des animaux et son transfert par le réseau trophique. Elle permet également d'examiner la possibilité que le pesticide migre vers des compartiments environnementaux sensibles, par exemple les eaux souterraines, les lacs et les cours d'eau, ainsi que la possibilité qu'il soit entraîné dans l'air. L'évaluation du danger consiste à examiner les effets sur un grand nombre d'espèces indicatrices végétales et animales reconnues à l'échelle internationale (les organismes terrestres comprennent des invertébrés, comme les abeilles, les arthropodes utiles et les lombrics, des oiseaux, des mammifères et des plantes; les organismes aquatiques comprennent des invertébrés, des amphibiens, des poissons, des plantes et des algues), ce qui suppose de tenir compte des effets sur la biodiversité et la chaîne alimentaire. Les critères d'effet pour une exposition aiguë ou chronique sont tirés d'études en laboratoire et d'études sur le terrain qui permettent de caractériser la réponse toxique et de déterminer la relation dose-effet d'un pesticide.

La caractérisation des risques pour l'environnement nécessite l'intégration de l'information sur l'exposition du milieu et les effets environnementaux pour cerner les organismes ou les compartiments environnementaux à risque, le cas échéant, ainsi que les incertitudes liées à la caractérisation des risques.

iii) Évaluation de la valeur

Les évaluations de la valeur comportent deux éléments : l'évaluation du rendement du produit antiparasitaire et de ses avantages.

L'évaluation du rendement comporte une évaluation de l'efficacité du pesticide dans la lutte contre l'organisme ciblé et de la possibilité qu'il endommage les cultures hôtes ou les sites sur lesquels il est utilisé. Si l'efficacité d'un pesticide est acceptable, l'évaluation sert à établir les

allégations et les instructions appropriées figurant sur l'étiquette ainsi qu'une dose (ou une gamme de doses) d'application efficace, sans être excessive, et qui ne cause pas de dommages inacceptables au site d'utilisation ou à l'organisme/la culture hôte (ni aux hôtes et aux cultures subséquents) dans des conditions normales d'utilisation.

Bien souvent, l'établissement du rendement permet à lui seul de déterminer la valeur du pesticide, de sorte qu'il ne soit plus nécessaire de procéder à une évaluation approfondie ou générale des avantages. Dans certains cas, cependant, l'évaluation approfondie peut être indiquée pour préciser la valeur du produit ou élaborer des options de gestion des risques.

Gestion des risques

Les stratégies de gestion des risques reposent sur les résultats de l'évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement et les résultats de l'évaluation de la valeur. Ces stratégies prévoient des mesures appropriées d'atténuation des risques et sont indispensables pour décider si les risques sanitaires et environnementaux sont acceptables. L'élaboration de telles stratégies se fait selon les conditions d'homologation du pesticide. Les conditions peuvent être liées, entre autres, à l'utilisation (p. ex. les doses, la période, la fréquence et la méthode d'application), à l'équipement de protection individuelle, aux délais d'attente avant la récolte, aux délais de sécurité, aux zones tampons, aux mesures d'atténuation de la dérive de pulvérisation et du ruissellement, de même qu'à la manipulation, la fabrication, le stockage ou la distribution d'un pesticide. Si, pour un pesticide donné, il est impossible d'établir des conditions d'utilisation réalisables avec un risque et une valeur acceptables, l'utilisation du pesticide ne sera pas admissible à l'homologation.

La stratégie de gestion des risques sélectionnée est ensuite mise en œuvre dans le cadre de la décision d'homologation. Les conditions d'homologation d'un pesticide comprennent l'inscription d'un mode d'emploi juridiquement contraignant sur l'étiquette. Toute utilisation qui n'est pas conforme au mode d'emploi de l'étiquette ou aux autres conditions précisées constitue une infraction à la *Loi sur les produits antiparasitaires*.

Après la prise d'une décision, il existe des outils essentiels pour assurer l'acceptabilité continue des risques et de la valeur des pesticides homologués, notamment des activités de contrôle continu comme les évaluations postérieures à la commercialisation, et des activités de suivi et de surveillance, comme la déclaration d'incident.